

Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Mesdames et Messieurs les directeurs,

Mesdames, Messieurs.

Cette semaine est consacrée essentiellement à notre débat d'orientation budgétaire afin de préparer le budget primitif 2019,

Il nous permettra de prendre connaissance du rapport annuel sur l'égalité entre les femmes et les hommes, du rapport d'observations de la CRC sur l'association CAP'Oise Hauts de France, l'approbation du plan de financement du SDATN2, entre autres rapports à examiner aujourd'hui,

À l'approche des fêtes nous traversons une période contrastée de lumières et de colères, d'espérance et de violences, une période troublée qui doit nous faire s'interroger mais aussi collectivement se rassembler.

Tout d'abord mes propos seront pour les victimes de l'attentat de Strasbourg et leurs familles endeuillées qui nous rappelle tristement et dramatiquement que nous sommes toujours sous la menace de tels actes perpétrés par des fanatiques islamistes. Nous adressons aux victimes toute notre compassion et notre soutien comme aux forces de l'ordre mises à contribution dans le cadre de leurs missions de surveillance et de maintien de l'ordre. En hommage aux victimes dont les 5 morts de cette tragédie, je vous invite à respecter une minute de silence.

La démocratie est chahutée, le peuple désabusé.

L'état perd la confiance, les élus gagnent en méfiance, les habitants crient leur défiance.

Doit on en ces circonstances où la société se lézarde et se divise choisir de crier avec les loups ou travailler à retisser les liens d'une société qui se doit, sur le socle de la justice sociale, bâtir un contrat qui donne à chacun les raisons de croire en l'avenir et de s'enthousiasmer pour demain.

Que voit-on, qu'entend-t-on, que lit-on,... de la crainte du lendemain avec les difficultés du quotidien, de l'angoisse des plus jeunes, de la colère des aînés, une société fracturée qui retrouve des liens dans la proximité des rencontres sur les ronds points, dans les mairies, dans les centres sociaux ou les associations caritatives.

Voilà bien le rôle responsable des élus responsables que nous sommes et qui devons concourir à rapprocher les points de vue, à trouver les voies de la résilience de ce malaise, et non pas d'accentuer, amplifier les blessures, à critiquer ce à quoi, tous, nous avons contribué faute d'avoir su accompagner la mondialisation, la métropolisation, l'abandon de la ruralité et des territoires les plus défavorisés comme nous n'avons su réparer la fracture sociale dont un certain président parlait en 1995 et dont parlait dès 2013 le géographe Christophe Guilluy, lu, traduit mais incompris des pouvoirs centraux.

Une fracture qui trouve son origine dans l'espérance de ruissellement de sources miraculeuses peintes ou décrites par des bonimenteurs économistes et politiques éblouis par le capitalisme débridé sans règles sinon celles qu'ils fixent ou n'arrivent pas à réguler et qui ne profitent qu'à une poignée de décideurs et dont ils pensaient que la profusion bénéficierait à chacun ou croyaient dans les vertus imaginées de la métropolisation qui favoriserait l'emploi, les services et la solidarité.

Une désillusion mûrie après une élection présidentielle qui avait soulevé des espoirs, après un mandat qui avait déjà beaucoup déçu et appliqué le matraquage fiscal,

Une désillusion démocratique donc, pour les citoyens, dont parlait en septembre dernier Gérard-François DUMONT, professeur à La Sorbonne, en ces termes prémonitoires « Ce risque de passivité démocratique est-il susceptible d'engendrer à certaines périodes des formes éruptives pouvant avoir de fortes conséquences géopolitiques internes. L'avenir le dira ».

Et une recentralisation démobilisatrice pour les élus, ont été le ferment de cette explosion disruptive pour prendre un terme à la mode et mis à toute les sauces qui aujourd'hui nappe le plat indigeste que sert un gouvernement incapable d'accompagner la mutation sociale et suspicieux pour s'appuyer sur les territoires et les élus locaux qu'il néglige par une recentralisation sans précédent.

Des élus locaux négligés, qui comme les élus départementaux souvent élus des communes, membres d'associations connaissent parfaitement les difficultés qu'éprouvent leurs habitants sur leur territoire.

Le mouvement des « gilets jaunes », contestation née, au tout début, du simple refus de la hausse annoncée de la fiscalité sur les carburants pour financer la transition écologique, exacerbée par la question du pouvoir d'achat, sur fond de mépris ressenti par nombre d'habitants des zones rurales et périurbaines, illustre une crise majeure de la démocratie et des institutions mêmes de notre République.

Alors s'il nous faut condamner les excès à L'Arc de Triomphe tagué et saccagé, les grilles du jardin des Tuileries arrachées, des dizaines de véhicules incendiés, des magasins pillés... Au Puy-en-Velay, la préfecture partiellement incendiée, fait symbolique évidemment fort et heureusement rare mais très inquiétant dans une République, les affrontements violents aussi à Toulouse, Calais, Tours, Saint-Etienne, à Bordeaux ou à Lyon, le plan Orsec a été déclenché, les menaces de mort proférées à l'encontre de divers représentants nationaux de la nation, tout autant qu'à l'encontre de plusieurs gilets jaunes eux-mêmes, parce qu'ils avaient été invités à une réunion à Matignon, nous ne pouvons négliger la lame de fond de ces manifestations qui témoignent de la colère du pays, la colère de françaises et de français peu enclins d'ordinaire à manifester, manifestations spontanées sans encadrement.

Ce sentiment d'abandon, de réformes non accompagnées, de petites phrases blessantes additionnés à un moral au plus bas, renforcé par un rejet des élus locaux eux-mêmes en mal de considération de la part du gouvernement ont accouché de ce mouvement auquel le pouvoir a tardé à donner crédit et des réponses rassurantes et convaincantes.

Le Conseil départemental comme les municipalités ont alerté sur cette montée de colère, avec l'appel de Marseille en septembre dernier pour Les libertés locales, avec l'Association des Régions de France. La réponse fut La surdité du gouvernement et des représentants législateurs LREM hors sols comme des conseillers jeunes brillants très connectés sur leurs certitudes économiques l'avenir et les stars up et déconnectés de la réalité quotidienne la Life up des oubliés, ces oubliés dont nous avons la charge.

Leurs réponses a été la rue et la manifestation, la colère en marche. Plus de corps intermédiaires pour synthétiser le flot de revendications et organiser le mouvement.

« C'est cela qui m'inquiète aujourd'hui le plus, tant cette situation en dit long sur l'état de nos institutions. Avec le développement des moyens modernes de communication, avec l'émergence d'une société de l'information, permanente et immédiate, avec l'av nement d'une sorte de modernité individuelle, formée par des citoyens ayant achevé de conquérir leurs libertés fondamentales et de s'affranchir de bien des carcans sociétaux, on aurait pu croire que nous nous dirigerions vers une démocratie mature, douce, plus participative et délibérative. Cela pouvait apparaître comme allant dans le sens de l'Histoire.

Au lieu de cela, la politique sans corps intermédiaire nous fait rentrer de plein fouet dans une démocratie plus que jamais immature, composée d'individus submergés par leurs colères. Telles que les choses se présentent, il n'est pas dit que la « République 3.0 » ait beaucoup à gagner en démocratie. Au contraire, il semble même qu'elle porte en elle les germes d'un certain populisme. Je partage les propos de Claude Malhuret prononcés il y a quelques jours au Sénat sur le fait que sur les réseaux sociaux, la devise semble être « je hais donc je suis ». Je laisse à chacun de réfléchir sur cette analyse que je partage et vous livre de mon collègue du département du Calvados.

Dans cette ambiance, le rôle du département aux côtés du bloc communal et au service des habitants de la Somme est primordial. C'est toute la vitalité de la démocratie représentative socle de notre république une et indivisible garante des libertés et de la fraternité issue de la révolution française.

Notre action nourrie par ce souci viscéral du service de nos administrés et de nos territoires nous impose d'être proche et efficace, portée par l'innovation sociale et locale qui font la richesse des hommes et des femmes et des territoires. Le département l'ascenseur entre le sol et le sommet, collectivité qui permet d'inscrire les politiques nationales dans les territoires, eux-mêmes force de proposition, le département collectivité de résilience entre nécessité nationale et exigence locale à la condition de retisser des liens de confiance aujourd'hui passablement distendus. (#balance ton maire).

Aujourd'hui n'est plus hier et demain ne sera pas comme aujourd'hui.

Cette apparente lapalissade est d'une grande actualité d'une impérieuse nécessité pour l'action publique concentrée sur Agir et redonner cohésion et confiance au peuple de France, à la population Samarienne,

Mesurer, évaluer nos actions, écouter les besoins et proposer de nouvelles politiques. Entendre, Rassurer, Protéger.

C'est tout le travail enclenché en 2015 dans un contexte de réduction budgétaire imposée par les baisses de dotations : 80 millions fin 2018 par rapport à 2013 si les dotations étaient restées constantes,....gelées!!!!

La situation des départements reste souvent précaire et contrastée.

Quant à nous, nous retrouvons une situation plus saine après 3 années d'efforts. Je citerai quelques chiffres :

Projection sur les principaux ratios en fin d'année 2018 :

Taux d'épargne brut : 11,6 % (fin 2017 : 11,24 % et fin 2016 : 8,6 %)

Capacité de désendettement : 4,1 ans (fin 2017 : 4,31 ans et fin 2016 : 5,38 ans).

En matière d'épargne brute, l'objectif de redressement posé en 2015 est conforté, ce qui constitue un résultat remarquable compte tenu du non recours à la fiscalité et du maintien d'un niveau d'investissement important. On peut cependant relever que ce chiffre reste inférieur au niveau qui était celui du Département de la Somme au début des années 2010 (13-14%), témoignant de l'impact du poids budgétaire des AIS non compensées par l'Etat et de la baisse des dotations.

Malgré ces résultats encourageants beaucoup d'incertitudes demeurent.

Sur la réforme de la fiscalité, la mise en œuvre du plan pauvreté et l'accompagnement de l'Etat aux dépenses nouvelles pour les contrats jeunes majeurs des jeunes sortis de l'ASE jusque 25 ans, un fond de soutien de 115 millions d'euros pour la compensation des AIS qui compensera tout juste l'augmentation induite par la revalorisation du seul RSA de 1 % en 2019 sans autre augmentation toujours décidée sans concertation.

Quid encore de l'application à la fonction publique des décisions prises ces derniers jours qui s'ajouteront aux décisions antérieures comme l'application du PPCR (Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations) pour les assistantes sociales au 1er février, avec dans le même temps la contrainte d'un pacte financier encadrant à +1,2% maximum les dépenses de fonctionnement retraitées.

Enfin qu'en sera t-il du dynamisme immobilier en 2019 alors que certains départements constatent un recul de ces recettes au troisième trimestre 2018.

Malgré cela notre budget primitif de fonctionnement sera en hausse et permettra de cibler les besoins des services d'aide à domicile et de valoriser les emplois les plus précaires d'aides à domicile dans le cadre des CEPOM signés avec les organismes gestionnaires de l'APA.

Notre trajectoire ressources humaines sera assouplie pour favoriser entre autre l'élaboration et la déclinaison d'un schéma départemental d'inclusion numérique avec l'ensemble des partenaires.

La revalorisation des évolutions de dépenses des ESMS pour prendre en compte les difficultés de fonctionnement des EHPAD.

L'investissement quant à lui progressera de 11% pour se situer à environ 80 millions d'euros avec notamment la mise en place d'un fond de soutien à la rénovation des EHPAD, d'un fond de soutien à l'innovation territoriale et aux bourgs dans le cadre de la redynamisation des bourgs et du maintien des services de proximité et de nécessité en milieu rural.

La convention de préfinancement du CSNE avec la région Hauts de France devrait précéder le plan de financement définitif pour lequel de grosses incertitudes pèsent encore devant les propositions inacceptables des services de l'Etat.

Un plan d'investissement des collèges sera redéfini conformément aux décisions prises antérieurement afin de ne pas obérer l'amélioration des conditions d'accueil et d'enseignement des élèves tout le temps des conclusions de la commission en charge d'étudier en toute indépendance la carte de resectorisation des collèges qui débutera ses travaux au sortir de cette session et suivant le calendrier qu'elle choisira.

Nous poursuivrons dans toutes nos politiques de façon transversale le développement durable notamment avec les investissements en matériels et sur nos bâtiments afin de réduire les consommations d'énergie.

Poursuite également de la rénovation et de l'entretien de nos routes départementales et des ouvrages d'art.

Le déploiement accéléré de la fibre dans le cadre du SDATN 2 et la poursuite de La vélo route entre Péronne et Saint Valéry avec également la reprise de l'aménagement de la Vallée de la Somme après une pause....utile.

Enfin avant de vous laisser vous exprimer sur les orientations budgétaires de la collectivité présentée par la majorité départementale, je voudrais revenir quelques instants sur les cérémonies du centenaire qui s'achèvent en cette année 2018 et qui ont tant mobilisé, ont autant rassemblé.

Ce fut durant 4 années, un hommage de nos contemporains à ceux qui sont tombés sur notre sol il y a cent ans.

De hautes personnalités sont venues dans la Somme pendant ces 4 années jusqu'au mois dernier mais c'est surtout cet hommage populaire et spontané au travers de l'opération « fleurs pour la paix » que je retiendrai comme dernier acte fort de ces commémorations.

Je suis très heureux que les samariens de toute origine, de toute classe sociale, de toute obédience, jeunes ou plus âgés aient ainsi répondu à l'appel que nous avons lancé pour aller fleurir les tombes des soldats et travailleurs de toutes les nationalités enterrés sur nos terres.

Il ne fut d'autre message au fil de ces 4 années que celui de la paix et de l'amitié entre nos peuples, au premier rang desquels nos frères européens.

Or, à quelques mois des élections européennes qui se tiendront dans toute l'union le 26 mai prochain, permettez moi de vous partager mes craintes.

Celles des tendances aux replis sur soi, aux réponses faciles, aux problèmes de notre temps et à leurs bonimenteurs pyromanes qui soufflent sur les braises pour vendre leur camelote.

Je respecte toutes les opinions qui ont droit de cité au sein de notre démocratie, et qui d'ailleurs doivent avoir droit de cité dans notre démocratie, mais je lance un appel pour ces prochaines élections à une participation électorale massive. Je rappelle à chacun ce que fait notre EUROPE au quotidien pour nos territoires depuis longtemps et encore sinistrés économiquement et socialement.

Cette Europe au fonctionnement, certainement à juste titre décrié, qui doit impérativement se réformer mais une Union à la construction récente, qui apporte à chacun d'entre nous. Cette Europe qui a permis une métamorphose mais qui lorsqu'elle s'arrête, se trahit et court le risque de se démanteler.

C'est aimer l'Europe que de pouvoir la critiquer, la refaire, la corriger pour la refonder.

J'invite chacun d'entre nous au cours des prochains mois et d'abord autour de la dinde de Noël dans quelques jours à inviter et mobiliser au vote le 26 mai prochain.

En conclusion je reviens brièvement sur notre situation économique et sociale locale. Pour ce qui concerne, le Département de la Somme, le chômage a légèrement baissé, les créations d'entreprises sont plutôt dynamiques malgré des défaillances qui continuent de progresser à l'inverse de celles de la région. Un nombre d'allocataires du RSA plutôt stable autour de 18 112 allocataires en juin 2018 contre 18 138 un an avant. En matière de DMTO, les montants encaissés sont en très léger repli mais restent très dynamiques.

Notre redressement engagé dès 2015 porte ses fruits malgré des marges de manœuvre qui restent faibles notamment dans la période d'incertitudes que nous connaissons marquée par la réforme annoncée de la fiscalité locale mais aussi par la mise en œuvre depuis 2018 de la loi de programmation des finances publiques ou encore avec l'épineux problème de l'accueil des mineurs non accompagnés étrangers qui nous contraint à des efforts financiers jamais connus et jamais financés par l'Etat pourtant responsable de la politique d'immigration et incapable de démanteler les filières.

Nous élus, avons dû, accepter un mandat politiquement très difficile et nos agents, une période qui allait devoir les contraindre à travailler différemment, à faire tout aussi bien avec nettement moins. Je tenais à vous remercier toutes et tous, agents de notre collectivité.

Je sais les efforts qu'il a fallu consentir et le dialogue social que nous avons instauré permet de faire évoluer avec les résultats obtenus et les exigences des populations nos politiques pour le bien commun et l'intérêt général, vous toutes et tous, élus, actifs et responsables devant les critiques toujours plus tonitruantes que les propositions raisonnables, et sur lesquels je sais compter et que je sais écouter.

Nous avons modernisé nos moyens, notre organisation et nos méthodes de travail, renouvelé notre flotte de véhicules, basculé notre administration dans le 3.0, redéployé notre action territoriale ou encore mis en place un nouveau régime indemnitaire.

Le Conseil Départemental privé de ressources depuis 2014 et contraint par de nouvelles charges depuis 2015 a dû se remettre en ordre afin d'accompagner au plus près des besoins les difficultés sociales et les besoins associatifs et ceux d'investissements pour garder une attractivité et une activité économique qui accompagne les prémices d'une reprise de croissance dont la banque de France nous annonce une consolidation.....si.....

Des économies et des efforts organisationnels dont les résultats aujourd'hui permettent de redonner une perspective à l'action départementale, les fondations étant plus solides désormais, et des moyens financiers plus stables pour accompagner les acteurs sociaux, et territoriaux.

Nous avons obtenu ces résultats en tenant notre promesse de ne pas alourdir la fiscalité ce qui sera encore le cas en 2019.

Souvenez-vous, en 2016, lors de l'adoption du premier budget de notre mandature, après l'analyse prospective du cabinet Partenaire finances, je vous avais prévenu que, toutes choses égales par ailleurs, les efforts de gestion auxquels nous nous adonnions nous permettraient en seconde partie de mandat, de dégager des marges nouvelles pour assurer un développement harmonieux et solidaire de la Somme.

Mes chers collègues, notre débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2019 est la preuve que nous avons tenu cet engagement, et je crois que nous pouvons en être collectivement très fiers.

D'aucun réclamait hier de ne pas voir le cap ou le projet, le voilà!

Comme tout bon marin s'engage après avoir bien préparé le navire et étudié les conditions autant qu'on puisse les anticiper avec certitudes, au tout le moins avec prudence, nous avons posé les principes élémentaires pour dégager des moyens d'agir.

C'est l'esprit de ce DOB 2019 avec une construction budgétaire ambitieuse et raisonnable, pour un département ambitieux, conscient de ses atouts comme de ses faiblesses au service de tous les Samariens et Samariennes, soucieux d'amortir la crise sociale que nous connaissons et redonner à croire dans le personnel politique et les politiques menées en proximité fondées sur l'écoute et l'analyse des situations sociales et territoriales.

Je vous souhaite en commission aujourd'hui et en 2019 de débattre avec ce souci de réconciliation qui est à la base d'une compréhension commune des actions qu'il est parfois difficile d'appliquer et pour lesquelles notre fonction est d'expliquer et de convaincre, de la nécessité pour défendre l'intérêt général.

Merci de votre attention.